

Paris, le 23 janvier 2018

**Réponse à la consultation publique du 21 décembre 2017 n°2017-19
relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz
naturel en France**

Direct Energie remercie la CRE pour cette consultation portant sur la mise en œuvre des dispositions prévues par la loi « hydrocarbures » du 30/12/2017 s'agissant de la régulation des opérateurs de stockages.

Direct Energie souhaite en premier lieu rappeler que cette réforme, si elle assurera une plus grande transparence sur le coût des stockages et ainsi qu'un meilleur fonctionnement du marché de la fourniture, aboutira à la rémunération de 138 TWh (2.4 TWh/j) de stockages, alors que seuls 85 TWh (1.8 TWh/j) sont utiles actuellement et pour les années à venir, pour satisfaire le critère de sécurité d'approvisionnement.

Dans ce contexte, il est donc nécessaire, afin que les consommateurs ne paient pas indument des coûts inutiles, à ce que la détermination du revenu des opérateurs de stockage soit effectuée par la CRE avec la plus grande parcimonie.

Par ailleurs, Direct Energie alerte sur le fait que cette surcapacité de stockages par rapport aux besoins de sécurité d'approvisionnement, viendra d'une part distordre les signaux de prix sur les marchés de gros, et d'autre part désinciter les acteurs à souscrire les autres capacités concourant à la sécurité d'approvisionnement (interconnexion, GNL notamment), alors même qu'elles sont tout autant indispensables. En particulier les souscriptions long-terme de capacités d'interconnexions arriveront à échéance dans les années à venir, sans que les signaux de marché actuels n'incitent à les renouveler.

Direct Energie appelle donc de ses vœux la tenue d'une réflexion d'ensemble sur la place et le coût¹ des différentes capacités participant à la sécurité d'approvisionnement, ainsi que sur les mécanismes permettant d'assurer que celles-ci sont effectivement souscrites en amont des pointes de consommation.

¹ 175 €/MWh/j pour une capacité d'interconnexion depuis la Belgique, contre près de 300 €/MWh/j pour les stockages en considérant un revenu régulé de 700 M€.

1. Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

Direct Energie n'a pas de remarques particulières sur les principes envisagés par la CRE pour la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage, mais a en revanche des remarques sur la mise en œuvre de ces principes (cf. plus bas questions 1 à 11).

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

Direct Energie est favorable à cette proposition.

Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

Direct Energie est favorable à cette proposition. Si Direct Energie partage la demande des opérateurs de stockage de bénéficier d'une visibilité sur les tarifs des stockages,

- la mise en place du nouveau système de régulation, dans des délais très contraints, nécessite de pouvoir effectuer un retour d'expérience rapidement,
- la durée des cycles d'investissement dans les infrastructures ne peut être un argument recevable, étant donné que les infrastructures aujourd'hui en place sont déjà suffisantes au regard du niveau de sécurité d'approvisionnement souhaité et qu'il n'est dès lors pas envisageable de développer de nouvelles capacités de stockage, compte tenu des prévisions de consommation à moyen-terme.

Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

Direct Energie souhaite que des garde-fous soient établis par la CRE de sorte que les charges opérationnelles des opérateurs de stockages ne s'éloignent pas d'un niveau cohérent avec les années passées ou bien avec celles d'opérateurs étrangers comparables : aussi Direct Energie n'est pas favorable à une couverture à 100% par le CRCP des charges d'exploitation.

Direct Energie est en revanche favorable au mécanisme d'apurement annuel proposé par la CRE dans la limite de +/-5% du revenu autorisé.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Même si le design d'ensemble du mécanisme de commercialisation n'incombe pas aux opérateurs de stockage, Direct Energie est favorable à ce que les intérêts de ces opérateurs soient alignés avec ceux de leurs souscripteurs : Direct Energie est ainsi favorable à ce que les opérateurs bénéficient d'un bonus si la commercialisation aux enchères permet au filet de sécurité de ne pas être activé, notamment en les incitant à commercialisation des capacités répondant le plus aux besoins des acteurs de marché.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Direct Energie soutient totalement la CRE dans son analyse visant à rationaliser les demandes des opérateurs de stockage :

- de manière générale, il est nécessaire que la BAR initiale tienne correctement compte des amortissements déjà réalisés, sous peine de demander aux consommateurs de payer à nouveau des actifs partiellement ou totalement déjà amortis. A ce titre, Direct Energie aurait souhaité que la CRE présente la durée résiduelle d'amortissement des différents actifs.
- les durées d'amortissement du gaz coussin demandées par les opérateurs de stockage sont parfaitement invraisemblables (250 ans !), et il convient en effet de les limiter aux durées d'amortissement des actifs physiques et aux durées des concessions sous-jacentes,
- compte tenu de la nature du gaz coussin (commodité et non actif industriel), il faudrait s'interroger sur l'opportunité de le considérer moins comme un actif à intégrer à la BAR que comme une immobilisation devant être rémunérée au coût de la dette et périodiquement réévaluée en fonction des prix de marché.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Direct Energie considère que l'activité d'opérateur de stockage n'est pas exposée à des risques plus importants que ceux des gestionnaires de réseaux de transport. En particulier,

- compte tenu de l'actionnariat des différentes infrastructures gazières, détenues par le groupe Engie, le risque de substituabilité ne saurait être retenu (sauf à le retenir pour chaque typologie d'infrastructure, sans qu'au global, l'actionnaire ne supporte aucun risque),
- la régulation ne saurait être vue comme un risque, mais au contraire une opportunité permettant aux opérateurs de continuer à mener leur mission dans un cadre stabilisé.

Aussi Direct Energie demande à ce que le taux de rémunération de la BAR retenu ne soit pas supérieur à celui des GRT (5.25%).

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?

Comme indiqué ci-dessus, Direct Energie considère :

- que la BAR initiale doit tenir compte des amortissements déjà réalisés
- que le taux de rémunération de la BAR ne saurait être supérieur à 5.25%
- que les durées d'amortissement résiduelles doivent être cohérentes et réalistes.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Comme indiqué à la question 4, afin de pouvoir se forger une opinion sur les charges d'exploitation demandées par les opérateurs, il serait intéressant de disposer des comparaisons avec les années passées ou bien avec des opérateurs étrangers comparables.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

Compte tenu des remarques ci-dessus et du périmètre particulièrement large des actifs à réguler défini par la PPE, Direct Energie considère que la fourchette basse proposée par la CRE devrait être une borne haute. Faute de pouvoir retenir un périmètre de stockages plus pertinents (cf. propos liminaires), Direct Energie demande :

- que le taux de rémunération ne dépasse pas 5.25%
- qu'une réflexion soit menée s'agissant d'une rémunération au coût de la dette du gaz coussin

2. Modalités de calcul de la compensation

Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Direct Energie est favorable à l'assiette proposée par la CRE dans la mesure où elle s'inscrit dans la continuité du système d'obligations actuel et qu'un changement pourrait déstabiliser l'économie de certains consommateurs, notamment les cycles combinés à gaz.

A plus long-terme, si dans une optique d'obligation de capacité pesant sur les fournisseurs, l'ensemble des consommations à la pointe devait être considéré comme d'assiette, il conviendrait toutefois qu'il soit tenu compte du caractère interruptible de certains consommateurs, ainsi que de la concurrence internationale à laquelle ils peuvent être exposés.

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

Direct Energie n'est favorable à aucune des méthodes proposées par la CRE : Direct Energie propose que la répartition se fasse selon la méthode 1 « Pointe 2% », mais en remplaçant le coefficient de modulation de 110% en 100% :

- ce choix assure la meilleure continuité avec le système existante, tout en corrigeant ce coefficient de modulation qui n'a aucune raison d'être,
- c'est aussi le choix le plus pertinent au regard des questions de sécurité d'approvisionnement (passage de la pointe hivernale) contrairement à la méthode 2 (les clients à souscription dimensionnant généralement leur capacité d'acheminement à un niveau inférieur à la pointe 2%)

Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Direct Energie est favorable à cette proposition, en ce qu'elle semble être la plus transparente.

3. Modalités de commercialisation

Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Direct Energie est favorable aux principes proposés par la CRE, en particulier que « *l'objectif principal de la commercialisation des capacités de stockage doit être de vendre suffisamment de capacités pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement.* »

Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

Comme évoqué lors de la concertation organisée par la CRE en 2016, Direct Energie aurait préféré une période de commercialisation plus courte, par ex. de 3 semaines, de sorte à limiter le temps humain consacré aux enchères. La commercialisation lors des processus d'allocation actuels aboutissait à la contractualisation de plusieurs dizaines de TWh en une journée, si-bien qu'il n'est pas possible d'invoquer une insuffisance de liquidité sur les marchés de gros.

Dans ce cadre, les deux premières semaines pourraient être consacrées à la commercialisation de l'ensemble des capacités, tandis que la dernière serait dédiée à la tenue d'éventuelles enchères complémentaires si le niveau de souscription minimum défini par les pouvoirs publics n'était pas atteint, de sorte à éviter le déclenchement du filet de sécurité.

Question 18 Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

Le vendredi étant traditionnellement une journée plus chargée en termes d'opérations de marché, des enchères du lundi au jeudi semble la meilleure solution.

Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Direct Energie partage l'intérêt de disposer pour un stockage donné de plusieurs « rounds » d'enchères (ce qu'auraient permis des enchères à tours multiples).

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

Direct Energie partage l'intérêt de disposer des produits standards, dès lors qu'ils facilitent la commercialisation du volume de stockage le plus important possible, et permettent ainsi d'atteindre le niveau de sécurité d'approvisionnement souhaité.

Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

Dans la continuité de sa réponse à la question 17, Direct Energie est favorable à cette disposition, en ce qu'elle permet de réduire la probabilité de mise en œuvre du filet de sécurité.

Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

Direct Energie est favorable à cette disposition, dès lors qu'elle permet de faciliter l'atteinte du niveau de sécurité d'approvisionnement souhaité.

Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

Direct Energie est favorable à cette disposition, dès lors qu'elle permet de maximiser le revenu des stockeurs (et donc minimiser la compensation demandée aux consommateurs).

Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

Direct Energie rappelle la position déjà exprimée en 2016 : la contractualisation pluri-annuelle devrait être encouragée en ce qu'elle permet une optimisation économiquement plus efficace des actifs de stockage : une souscription annuelle conduit naturellement les souscripteurs de stockage à les optimiser sur cette période et ainsi à envisager leur vidange à l'issue de la période contractuelle, alors même :

- i) que les spreads de marché (été/hiver) n'auraient peut-être pas exigé un tel déstockage,
- ii) les stockages en question doivent, dans leur grande majorité, et d'une manière ou d'une autre, être souscrits.

Aussi, Direct Energie réaffirme l'importance d'une contractualisation pluri-annuelle. Toutefois, Direct Energie comprend les arguments de la CRE, et juge utile de procéder à un premier retour d'expérience avant.

Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

Question 26 Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Comme indiqué dans la concertation de 2016, Direct Energie reste favorable à des enchères à tours multiples, en ce qu'elles permettent de révéler plus progressivement la valeur des stockages, en particulier lors du démarrage de ce nouveau système d'enchères.

Direct Energie n'est toutefois pas opposé aux modalités d'attribution proposées par la CRE, consistant en « *un prix d'adjudication identique pour tous les acheteurs et égal au prix le plus bas parmi les prix retenus, permettant de satisfaire le maximum des quantités demandées (pay as cleared)* ».

Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces questions.

Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?

Direct Energie partage l'opinion de la CRE et demande que les commercialisations ultérieures aient lieu sur une plateforme unique.

Question 30 Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?

Comme indiqué lors de la consultation de 2016, Direct Energie est favorable à ce que les prix de réserve soient connus en amont des enchères, de sorte à faciliter leur déroulement, en particulier compte tenu des risques d'activation du filet de sécurité qui pourrait obliger les fournisseurs à souscrire des stockages à prix majoré.

Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?

Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?

Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?

Direct Energie considère qu'il n'est pas à exclure que la valeur des stockages puisse être négative, compte tenu

- de l'ensemble des coûts connexes (PITS, BFR, frais d'injection / soutirage, etc.)
- du contexte de fusion des zones pour les stockages en zone Sud,

- du volume de stockages commercialisés largement supérieurs aux besoins de sécurité d’approvisionnement et aux volumes des années précédentes, ce qui accentuera encore plus la convergence des prix été et hiver

Si une telle éventualité peut paraître singulière, il convient de rappeler que certaines commodités (comme l’électricité) peuvent prendre des valeurs négatives, traduisant ainsi un déséquilibre entre offre et demande.

Aussi, Direct Energie privilégie la fixation de prix de réserve par produit selon une formule qui serait fonction du spread été/hiver. Il convient toutefois de s’assurer que le calage des paramètres de cette fonction se limitera à traduire la valeur « intrinsèque » des stockages, et non leur optionalité qui dépend largement de la volatilité des prix et de la capacité des acteurs à la capter.

En tout état de cause, quand bien même la CRE souhaiterait fixer à 0 les prix de réserve, Direct Energie souhaite que la CRE publie, par produit, les prix de réserve qui résulteraient de l’application d’une telle formule, de sorte à permettre aux acteurs d’appréhender au mieux les risques d’échec d’une enchère (prix de réserve négatif).

Par ailleurs, dans l’optique de maximiser les volumes vendus aux enchères, Direct Energie considère utile de tenir compte de la situation particulière des stockages en zone Sud, en minorant les prix de réserve de ces capacités.

Question 35 : Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

Direct Energie n’a pas de remarques sur cette question.

Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

Question 37 Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

Direct Energie accueille très favorablement la création d’une Concertation Stockage, et souscrit au calendrier proposé par la CRE (démarrage des travaux dès le printemps 2018).